



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Aide au développement L'UE vise 300 milliards d'euros pour rivaliser avec Pékin

L'UE veut consacrer une grosse enveloppe pour des projets d'infrastructures dans les pays en développement d'ici à 2027 en mettant en avant le respect des ... • (Page 08)

Énergie

Record pour les renouvelables en 2021, mais encore insuffisant

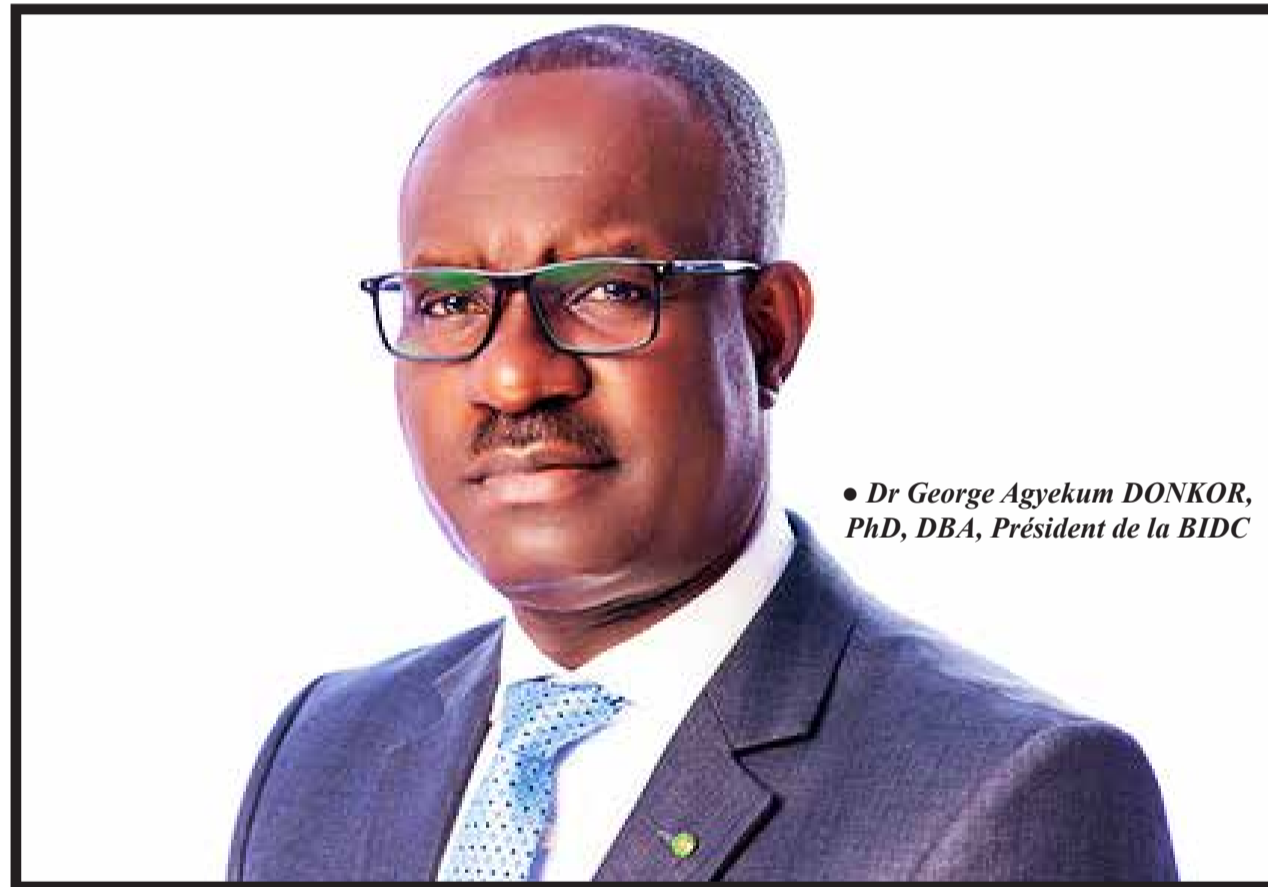
Les nouvelles installations d'énergies solaires ou éoliennes ... • (Page 08)



Notation financière

La BIDC passe à stable chez Moody's

• (Page 03)



• Dr George Agyekum DONKOR, PhD, DBA, Président de la BIDC

Centre de développement de l'OCDE

• (Page 04)

7ème réunion de haut niveau du comité directeur de l'OCDE

Proparco

Plus de 46 millions de dollars pour soutenir les PME au Nigéria

La filiale de l'Agence française de développement Proparco a conclu le 1er ... • (Page 02)

Espace CEDEAO

Possible réouverture des frontières terrestres le 1er janvier 2022

Les ministres sectoriels de la CEDEAO recommandent la reconnaissance mutuelle des tests PCR et la ... • (Page 05)

Vaccin anti covid-19

Le Togo reçoit 210 000 doses de Sinopharm de la Turquie

Le Togo a officiellement réceptionné lundi 06 décembre 2021, 210 000 premières doses du vaccin Sinopharm fabriqué en Chine. Ce lot ... • (Page 04)

Volontariat

LARE Dagnouanou s'autonomise grâce au VEC

Accueillir, renseigner et orienter les visiteurs dans une entreprise, tel est ce à quoi s'... • (Page 11)



SETIF - TOGO Sarl - U

Société d'Etude Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière
Immobilier Général, Génie Civil, Travaux Publics, Import - Export

Route de séminaire - Agoè après la Cour d'Appel, à côté de l'IPP

(+228) 22 40 40 46
(+228) 92 06 85 06
Lomé - TOGO

togsetif@gmail.com
www.setifogo.tg

...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...

Proparco

Plus de 46 millions de dollars pour soutenir les PME au Nigéria

La filiale de l'Agence française de développement Proparco a conclu le 1er décembre 2021, un accord de financement avec la banque nigériane First City Monument Bank Ltd (FCMB), pour faciliter l'accès aux capitaux des PME à fort impact et pour la finance climat.



● Eyram AKAKPO

L'opération consiste en un prêt de 35 millions de dollars et une garantie de portefeuille EURIZ de 11,3 millions de dollars. En effet, les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) du Nigéria représentent 96% des entreprises du pays. Elles créent des emplois (84% des emplois) et contribuent à la richesse nationale (48% du PIB national). Cependant, l'accès au financement est aujourd'hui leur principal défi. L'une des banques les plus favorables aux PME du Nigeria, First City Monument Bank Limited, est bien placée pour proposer des solutions de financement adaptées à ces entreprises. C'est une organisation spécialisée qui a développé une offre numérique solide, la plate-

forme Quickloan, pour les PME. La banque a de fortes ambitions de croissance sur ce segment. L'intervention de Proparco, tant en matière de financement que de partage des risques, permettra à FCMB de renforcer son positionnement sur le segment des PME à fort impact et sur les projets climatiques. Le financement de Proparco soutient l'objectif de FCMB de promouvoir l'inclusion financière des femmes à travers le programme She-Ventures mis en place par FCMB en 2019 qui offre aux femmes entrepreneurs des solutions dédiées telles que des prêts sans intérêt et concessionnels, ainsi que des formations et un mentorat adaptés. À ce titre, le projet est éligible au défi 2X Challenge. Concernant la garantie de portefeuille EURIZ, elle permettra de garantir à hau-

teur de 70 % les prêts de la banque aux PME à fort impact : PME dirigées par des femmes ou des jeunes, PME opérant dans les secteurs de l'agriculture, de l'éducation, de la santé et du numérique, jeunes startups ou PME vertes. Lancée en mai 2019 avec le soutien de l'Union européenne et du Fonds européen de développement, ainsi que du groupe d'États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OACPS), la garantie EURIZ vise à faciliter l'accès au crédit des PME, notamment dans les secteurs de développement à fort impact, afin de les aider à jouer leur rôle essentiel dans la croissance économique et la création d'emplois. Elle s'inscrit également dans le cadre de Choose Africa, une initiative française destinée aux PME africaines.



AUX DÉCIDEURS...

Le réseau routier affecte les écosystèmes

La mission d'intégration des économies africaines repose sur le développement et la construction d'infrastructures majeures, des routes aux voies ferrées et aux ports à travers le continent.

De nombreux chercheurs affirment que ces développements routiers à grande échelle auront des effets néfastes sur les écosystèmes naturels. Ils s'inquiètent d'une réduction de la disponibilité et de la connectivité des habitats. Les routes peuvent également entraîner des changements dans l'utilisation des terres, créer un accès illégal à des zones auparavant inaccessibles et entraîner des conflits entre les personnes et la faune.

Malgré les inquiétudes et les spéculations sur les impacts environnementaux du futur développement routier en Afrique, il y a eu jusqu'à présent très peu d'évaluations systématiques des preuves de ces impacts.

Il a été constaté que les effets signalés des routes étaient généralement liés à la couverture terrestre (changement de type ou dégradation) et à la biodiversité (impacts sur la composition ou la distribution des espèces).

Les résultats suggèrent que la présence de routes, même à l'intérieur des zones protégées, peut constituer une menace importante pour les espèces. Les interactions entre les routes et les espèces n'étaient pas les mêmes dans toutes les régions.

Dans de nombreux cas, les routes étaient associées à une diminution de l'abondance des animaux. Les principales raisons étaient que les routes étaient un obstacle au mouvement des animaux et qu'elles donnaient aux chasseurs et aux braconniers l'accès à des habitats auparavant inaccessibles. Certains réseaux routiers ont restreint l'aire de répartition des animaux.

Mais toutes les espèces n'ont pas répondu de la même manière. Certains animaux – comme les gorilles, les bovidés, les carnivores et parfois les éléphants – n'évitaient pas toujours les zones proches des routes. Au lieu de cela, ils ont utilisé les routes comme couloirs de déplacement ou même comme sites d'alimentation. Cependant, dans la plupart des études publiées dans notre revue, ces mécanismes étaient généralement spéculés et nécessitaient des études à long terme rigoureuses supplémentaires pour la validation.

L'examen a montré que les routes, en particulier les routes principales, avaient également une forte influence sur les modes d'utilisation des terres. Lorsque les routes ont créé des liens avec des terres, des marchés, des villes et des opportunités économiques auparavant inaccessibles, elles ont stimulé des activités telles que l'agriculture et l'exploitation forestière. Les routes ont également accru la dégradation des terres dans de nombreuses régions, provoquant souvent l'érosion et la perte de sol.

L'examen a révélé que la zone d'effet de route était généralement comprise entre 1 km et 7 km pour les grands mammifères. Les animaux de ces zones peuvent être contraints de restreindre leurs déplacements et ainsi de réduire la taille de leur domaine vital.

Le développement futur des routes favorisera très probablement les processus de transformation du paysage jusqu'à 10 km des routes. Les effets secondaires des routes (comme la poursuite du développement routier), comme en Amazonie, peuvent s'étendre bien plus profondément dans les principaux habitats naturels. Le développement des routes peut favoriser les activités économiques locales et les transitions des terres agricoles vers les zones bâties. On peut s'attendre à une expansion des terres cultivées autour des routes principales qui donnent accès aux marchés. De nouvelles routes peuvent augmenter l'exploitation forestière, provoquant une déforestation substantielle et un changement d'utilisation des terres vers l'agriculture à grande échelle.

Lorsque les impacts potentiels du futur développement routier n'ont pas été pris en compte et que le développement a déjà commencé ou terminé, il peut être tard pour les efforts de conservation dans certaines zones, en particulier si le statut de protection officiel n'est pas attribué assez rapidement.

L'intervention aux phases de conception et de construction du développement routier est essentielle pour atténuer bon nombre des effets que nous avons trouvés dans cette étude. Les premières phases devraient identifier des itinéraires alternatifs pour éviter les zones à haute valeur écologique. Compte tenu de la taille du réseau de transport envisagé pour le continent africain, notre étude appelle une réponse panafricaine.

Lorsque le développement routier ne peut être évité dans les zones écologiquement sensibles, des stratégies d'atténuation efficaces doivent être élaborées. Les planificateurs de la conservation et les praticiens de l'évaluation de l'impact environnemental jouent un rôle essentiel dans ce processus. Si le passé est une indication de l'avenir, le développement de nouvelles routes aura une forte influence sur la répartition des espèces et les modèles d'occupation des sols en Afrique subsaharienne. L'identification de la manière dont ces impacts se développent permet aux planificateurs de mieux prévoir où et dans quelles conditions les routes pourraient constituer un problème sérieux pour différentes espèces et écosystèmes de manière plus générale.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Notation financière

La BIDC passe à stable chez Moody's

Moody's Investors Service a modifié à Londres le 03 décembre 2021, la perspective de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) de négative à stable et a confirmé la notation d'émetteur à long terme B2 de l'institution.

• Joël YANCLO

Selon Moody's, le changement de perspective à stable reconnaît l'apurement récent par la BIDC des arriérés de capital d'un certain nombre d'actionnaires majeurs, les efforts continus pour améliorer son cadre de liquidité et ses pratiques de gestion des risques, et une expansion des sources de financement qui contribue à réduire la dépendance de la BIDC à l'égard d'un éventail restreint de fournisseurs de financement du commerce. Les perspectives stables reflètent également l'orientation récente du modèle d'affaires d'EBID vers une augmentation des activités de prêt. Moody's suppose également que l'EBID ralentira considérablement ses plans d'expansion du portefeuille de prêts, compte tenu des perspectives limitées à court terme de lever d'autres capitaux importants pour contenir l'augmentation de l'endettement. De même, l'affirmation de la notation B2 met en balance ces modestes améliorations d'un certain nombre de caractéristiques clés du crédit avec des défis persistants en matière de crédit, notamment un profil de liquidité toujours faible provenant de sources de financement

concentrées, bien qu'en amélioration progressive, un soutien historique limité de la part d'actionnaires mal notés malgré les récents remboursements d'arriérés de capital, une faible adéquation des fonds propres compte tenu de la faible qualité des emprunteurs de la banque et un domaine d'activité difficile, et les contraintes de gouvernance.

Des perspectives stables

Apports en capital, élargissement des sources de financement et amélioration du cadre de liquidité et des pratiques de gestion des risques. Au cours des neuf premiers mois de 2021, la BIDC a reçu 61 millions de dollars américains d'arriérés de paiement de souscription au capital de la part d'un certain nombre d'actionnaires, les arriérés de la BIDC en pourcentage du capital sont passés à 14 % contre 23 % en 2020. Cela a fourni du capital pour soutenir une augmentation de 202 millions de dollars (26 %) depuis le début de l'année dans le portefeuille de prêts, alors que la BIDC s'est lancée dans la première année du nouveau plan stratégique 2021-25 qui aspire à une expansion significative du por-



• Dr George Agyekum DONKOR, PhD, DBA, Président de la BIDC

tefeuille de prêts. Le Nigeria et la Côte d'Ivoire ont presque entièrement payé leurs arriérés avec des paiements de 29 millions de dollars et 21 millions de dollars, respectivement en 2021. La Gambie, la Guinée-Bissau, le Libéria et le Sénégal ont également effectué des paiements de 12 millions de dollars combinés. En 2018, le Ghana avait apuré tous ses arriérés (5 % du total à fin 2017). La politique de liquidité tant attendue et les améliorations plus larges du cadre de gestion des risques ont été approuvées par le conseil d'administration et sont désormais opérationnelles, visant à améliorer la visibilité sur la

liquidité à moyen terme et le profil de risque de la banque. La banque a également obtenu un financement de développement supplémentaire auprès de diverses sources, notamment des institutions de financement du développement et des prêteurs commerciaux, élargissant ainsi ses sources de financement et contribuant à réduire sa dépendance jusqu'ici à un éventail restreint de fournisseurs de financement du commerce. De même, la BIDC étend progressivement ses activités de rétrocession aux banques commerciales en se concentrant sur les prêts aux petites et moyennes entreprises (PME), dans le but de remplir

son mandat de développement tout en diversifiant son exposition aux risques.

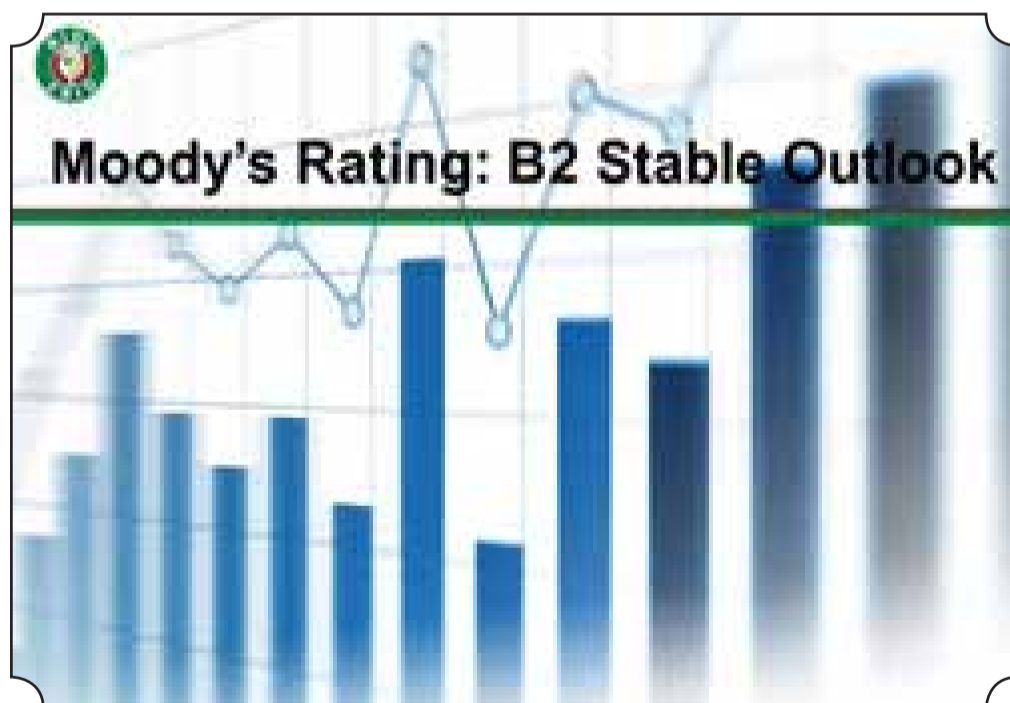
Considérations environnementales et sociales

Les considérations environnementales éclairent l'évaluation de la notation de la BIDC par Moody's. De nombreux emprunteurs de la BIDC en Afrique subsaharienne sont exposés à des risques environnementaux, reflétant principalement leur dépendance à l'égard de grands secteurs agricoles et donc leur exposition à des conditions météorologiques extrêmes, notamment la hausse des températures, comme identifié dans le rapport de Moody's sur les risques environnementaux et leur impact sur les souverains. Compte tenu du portefeuille diversifié de la BIDC et de sa capacité à absorber les risques environnementaux se matérialisant pour certains de ses emprunteurs, ces considérations représentent une source de risque modérée pour le profil de crédit de la BIDC. L'exposition de la BIDC aux risques sociaux n'est pas significative, reflétant ses bonnes relations avec ses membres, tirant le soutien des action-

naires de son mandat de faciliter l'investissement et le développement dans la région de la CEDEAO.

Profil de l'émetteur

La BIDC est l'un des principaux instruments de financement des politiques de la CEDEAO, une communauté composée de quinze pays constituant les États membres de la banque : Bénin (B1, stable), Burkina Faso, Cap Vert, Gambie, Ghana (B3 négatif), Guinée, Guinée-Bissau, Côte d'Ivoire (Ba3 stable), Libéria, Mali (Caa1, stable), Niger (B3 stable), Nigeria (B2 stable), Sénégal (Ba3 négatif), Sierra Leone et Togo (B3 stable). Elle a son siège à Lomé au Togo. La banque promeut l'intégration économique et le développement de la CEDEAO, en apportant des solutions de financement aux secteurs public et privé de ses quinze pays membres. Il se concentre en particulier sur les projets qui offrent une dimension régionale dans les transports (comme le réseau routier), les télécommunications, l'énergie, l'industrie, la lutte contre la pauvreté, la gestion des ressources naturelles et l'environnement.



Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Centre de développement de l'OCDE

7ème réunion de haut niveau du comité directeur de l'OCDE

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a tenu le 6 décembre 2021 en mode virtuel la 7ème réunion annuelle de haut niveau du comité directeur de son centre de développement.

• Eyram AKAKPO

Les travaux co-présidés par le Premier ministre, Victoire Tomegah-Dogbé portent sur la fracture vaccinale et le financement de la reprise post-Covid. Dans son intervention de circonstance, la cheffe du gouvernement a laissé entendre que les répercussions économiques ont créé un accès limité aux vaccins dans certains pays. « Dans cette lutte, la fracture économique a généré également une fracture vaccinale. L'accès aux vaccins et aux autres produits de santé restant difficile pour la plupart des pays. Au Togo, la lutte contre la pandémie qui est le fruit du leadership anticipatif, agile et inclusif du chef de l'État, SEM Faure Essozimna Gnassingbé, a reposé sur une stratégie axée sur la riposte sanitaire, la résilience et la relance de l'activité économique », a déclaré Victoire Tomegah-Dogbé. Au cours de son intervention, la cheffe du gouvernement togolais a rappelé la nécessité de renforcer les capacités productives du secteur privé et d'améliorer sa compétitivité. « Nous devons faciliter leur accès au crédit, soutenir leur production et promouvoir la consommation locale en vue



• Le Premier ministre, Victoire Tomegah-Dogbé

de sauvegarder les emplois ». elle est également revenue sur l'important enjeu que constitue la production des vaccins en appelant à des productions au niveau régional pour permettre à tous les Etats d'acquiescer plus facilement des vaccins ou d'autres produits de santé stratégiques. Selon un rapport de la Banque mondiale en date du 8 juin 2020, le choc massif et brutal produit par la pandémie de coronavirus (COVID-19) et par les mesures d'arrêt de l'activité prises pour l'enrayer a plongé l'économie mondiale dans une grave récession. Ce qui représente la plus forte récession planétaire depuis la Seconde Guerre mondiale. L'activité économique dans les économies avancées avait décliné de 7 % en 2020, sous l'effet des

graves perturbations qui ont frappé l'offre et la demande intérieures, ainsi que les échanges et la finance. Le groupe des économies de marché émergentes et en développement ont connu leur première contraction en soixante ans, avec une baisse globale de son PIB de 2,5 %. Cette rencontre organisée par l'OCDE Devrait en effet permettre aux dirigeants de mieux envisager les perspectives pour accélérer la relance de l'économie mondiale dans le contexte actuel de la persistance de la pandémie. La cheffe du gouvernement togolais a par ailleurs plaidé pour une bonne stratégie de mobilisation financière et salué l'allocation des Droits de tirage spéciaux (DTS) du Fonds monétaire International (FMI).



Vaccin anti covid-19

Le Togo reçoit 210 000 doses de Sinopharm de la Turquie

Le Togo a officiellement réceptionné lundi 06 décembre 2021, 210 000 premières doses du vaccin Sinopharm fabriqué en Chine. Ce lot de vaccin, qui est un don de la Turquie, entre dans le cadre de la coopération bilatérale entre les deux pays, apprend-on de source officielle.

• Vivien ATAKPABEM

Le stock de vaccin a été accueilli à l'aéroport de Lomé par le ministre de la santé, Pr Moustapha Mijiyawa, coordonnateur de la CNGR, le Col Djibril Mohaman, l'ambassadeur turc Esra Demir, en présence également des représentants d'organismes internationaux. «Ce don vient renforcer le dispositif vaccinal en cours au Togo. Le défi aujourd'hui c'est la consommation effective des doses disponibles car le risque de rupture de stock est nul actuellement», a indiqué à cet effet le ministre de la santé. Ce lot,



qui vient en effet s'ajouter au stock déjà en place (plus de 1 million de vaccins), va ainsi participer à la campagne accélérée de vaccination lancée par le Togo. Cette offre, la première de la Turquie, entre dans le sillage du rapprochement et de l'intensification des relations, observés ces dernières années entre Lomé et Ankara.



Santé

L'INAM sensibilise sur sa nouvelle liste de médicaments remboursables

Au Togo, l'Institut national d'assurance maladie (INAM), qui a notamment pour mission d'assurer la couverture des risques liés à la maladie, aux accidents et maladies non professionnels, a lancé cette semaine, une campagne de sensibilisation à l'endroit des prescripteurs et pharmaciens, sur sa nouvelle liste de médicaments remboursables.

Cette campagne, qui doit couvrir l'ensemble du pays, est mise en oeuvre en collaboration avec le Syndicat National des Praticiens Hospitaliers du Togo (Synphot). Elle a commencé hier lundi 06 décembre 2021, dans la ville de Dapaong avec des échanges entre les deux institutions et les prescripteurs, sur la nouvelle liste, comme l'indique la structure dirigée par Myriam Dos-



sou-d'Almeida. Notons que l'initiative s'inscrit dans le sillage d'autres activités de sensibilisation notamment un webinaire au mois de juillet, réalisées cette année, pour

vulgariser cette nouvelle mise à jour des médicaments remboursables qui est entrée en vigueur depuis l'an dernier (le 1er Décembre 2020). En vue de rendre disponibles les médicaments remboursables au meilleur coût pour ses assurés, l'INAM exhorte les pharmaciens à "exercer pleinement leur droit de substituer les médicaments lorsque cela est nécessaire"

Avec Togo First

Baromètres Togo

Indicateurs	2016	2017	2018
Investissement Direct Etranger			
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles



ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

COMMUNIQUE DE PRESSE

Abuja, (Nigeria), le 06 décembre 2021

Direction de la Communication

Les ministres sectoriels de la CEDEAO recommandent la reconnaissance mutuelle des tests PCR et la réouverture des frontières terrestres des Etats membres à compter du 1er janvier 2022.

La Commission de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), en collaboration avec l'Organisation ouest-africaine de la santé (OOAS), a organisé ce lundi 6 décembre 2021, une réunion virtuelle des ministres sectoriels dans le cadre de la réouverture prochaine des frontières terrestres de l'espace CEDEAO. Il s'agit d'une des décisions prises lors de la 59ème session de l'Autorité des Chefs d'Etats et de gouvernement de la CEDEAO.

Au-delà de l'impact sur le Produit intérieur Brut (PIB), la pandémie actuelle de la COVID-19 a donné lieu à des perturbations sur la demande, l'offre et les investissements dans les principaux secteurs économiques. En effet, le secteur tertiaire (les services) et le secteur primaire (agriculture) subissent des baisses importantes en raison des restrictions de voyage et de déplacement dues à la fermeture des frontières. Ce qui perturbe les chaînes d'approvisionnement et l'accès aux marchés des petites et moyennes entreprises.

En plus de la fermeture des frontières du fait de la pandémie de la COVID-19, les Etats affectés par la crise sécuritaire ont aussi renforcé les points de contrôle à l'intérieur de leurs territoires et au niveau de leurs frontières avec pour conséquence, sur le plan économique, la baisse cumulée de 6,7% du PIB des pays de la CEDEAO entre 2020 et 2021 (soit l'équivalent à environ 50 milliards de dollars américain).

A l'ouverture de la séance, le Commissaire **Tei KONZI**, chargé du Département Commerce, des douanes et de la Libre Circulation de la Commission de la CEDEAO a, dans son discours, apprécié la forte participation des ministres et experts des pays membres de l'organisation régionale. « **Ce qui témoigne de votre souci pour la mobilité de nos concitoyens et de leurs biens, ainsi que pour la relance de l'économie de la sous-région** » a-t-il dit.

L'avènement de la COVID19 en 2020 en Afrique de l'Ouest a négativement impacté le volume des échanges commerciaux et la mobilité des personnes ; les mesures de riposte contre la pandémie avec la fermeture brusque des frontières ont suspendu la mise en œuvre des instruments d'intégration communautaire sur la libre circulation des personnes et des biens, a souligné le Commissaire Konzi, ajoutant que la **réouverture des frontières pour la relance économique devient dès alors un enjeu fondamental.**

Au cours de leurs travaux, présidés par **Mme Clarisse Mérindol Ouoba**, Ministre déléguée aux Affaires Étrangères chargée de l'intégration Africaine et des Burkinabés de l'Extérieur, les ministres sectoriels ont partagé les défis et les leçons tirés des deux années de fermeture des frontières pour la gestion de la pandémie du COVID-19 en Afrique de l'Ouest afin de planifier leur réouverture prochaine.

Les ministres ont de plus, apprécié les priorités, les options techniques et les mesures d'accompagnement pertinentes au niveau régional pour la réouverture des frontières qui intègrent les impératifs de sécurité humaine. Enfin ils ont adopté (i) le projet de procédure standard applicable à la continuité des opérations frontalières en cas d'incidents, et (ii) les modalités de coopération et les synergies à différents niveaux.

A l'issue de leurs travaux, les ministres ont recommandé l'implémentation effective des directives harmonisées de la CEDEAO contre la COVID-19 au niveau des Etats membres, la reconnaissance mutuelle des tests PCR au niveau des frontières ainsi que l'harmonisation de leur durée de validité et proposé la date du 1^{er} janvier 2022 pour la réouverture des frontières.

Le rapport de la réunion ainsi que les recommandations seront présentés au Conseil des Ministres de la CEDEAO qui se tiendra les 9 et 10 décembre à Abuja, puis transmis aux Chefs d'Etat et de Gouvernement pour adoption.

Notons que plus d'une cinquantaine de participants ont été enregistrés à la réunion, dont les Ministres et les experts Sectoriels des pays membres de la CEDEAO, en charge de l'Intérieur, de la Santé, des Finances, du Commerce et des Transports, le Directeur chargé de la libre circulation, **M. Albert Siaw BOATENG**, celui du Commerce, **M. Kolawole SOFOLA**, celui du Secteur Privé, **M. Tony Luka** et les experts du département en charge des Infrastructures de la Commission de la CEDEAO, les délégués des représentations permanentes des Etats membres auprès de la CEDEAO et ceux des bureaux nationaux de la CEDEAO dans les Etats membres, et des partenaires.

-----FIN-----

Pour plus d'informations, contacter :
Direction de la Communication, Commission de la CEDEAO
Téléphone : +234 8102507938 - Email : soulate@ecowas.int
Twitter: @ecowas_cedeao - Facebook: Ecowas-Cedeao
www.ecowas.int

CEDEAO

Bientôt une déclaration des chefs d'Etats sur le changement climatique

L'Afrique de l'Ouest fait face à des problèmes environnementaux multiples qui entravent son développement social et économique. La commission de la CEDEAO prépare une déclaration des chefs d'Etats sur le changement climatique.

● Nicole ESSO

Le Comité technique ministériel spécialisé (CTMS) sur l'environnement de la CEDEAO a tenu une session hybride ce lundi 6 décembre 2021, de 10H00 à 13H00 GMT pour valider un projet de Déclaration des Chefs d'Etat de la CEDEAO sur le Changement Climatique. Ce projet de Déclaration qui a déjà été élaboré les 1er et 2 décembre 2021 par les experts, sera soumis pour adoption aux Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté, lors de leur prochaine session ordinaire du 12 décembre 2021 à Abuja en République Fédérale du Nigeria. En effet, l'Afrique de l'Ouest fait face à des problèmes environnementaux multiples qui entravent son développement social et économique. Ces problèmes sont exacerbés par le changement climatique dont les effets et impacts sont considérables sur la Région. Certes de nombreuses actions ont été entreprises et sont mises en œuvre par les États membres et la Commission de la CEDEAO pour s'adapter au changement climatique et contribuer à la réduction

La commission de la CEDEAO prépare une déclaration des chefs d'Etats sur le changement climatique



des émissions des gaz à effets de serre. A date, les résultats sont encore très limités ; or, l'ampleur des changements climatiques et les projections sur le futur révèlent des effets encore plus désastreux autant pour la Communauté Internationale que pour les États africains les plus vulnérables au nombre desquels l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. Par ailleurs, les attentes de l'Afrique en matière de financement de l'adaptation n'ont jusqu'ici pas été satisfaites par les successives Conférences des Parties dont la toute récente 26ème Conférence des Parties (COP26) sur le changement climatique tenue à Glasgow au Royaume Uni. Ceci conforte dans l'idée

qu'on ne plus attendre, et qu'un Engagement fort soit pris par les Hautes Autorités de nos pays pour mobiliser tous nos acteurs et nos partenaires qui le souhaitent pour faire face plus efficacement à la problématique du changement climatique en Afrique de l'Ouest et au Sahel. C'est pour ces différentes raisons que sur instruction du Président en Exercice de la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernements de la CEDEAO et Président de la République du Ghana, un projet de Déclaration sur le changement climatique sera soumis pour adoption au prochain Sommet prévu le 12 décembre 2021 à Abuja en République Fédérale du Nigeria.



Articles numériques

Carry1st devient un guichet unique pour les consommateurs à travers l'Afrique

Les consommateurs de toute l'Afrique peuvent désormais acheter une variété d'articles numériques essentiels dans la boutique récemment lancée de Carry1st.

L'éditeur de jeux mobiles a conclu des partenariats lui permettant de fournir des possibilités allant de l'électricité prépayée et des données mobiles aux actifs de leurs jeux préférés, en passant par les abonnements à des plateformes comme Xbox Live, Tinder et Uber. Les accords de Carry1st concernent PayPal et Chipper Cash, une société africaine de paiements transfrontaliers récemment



évaluée à 2 milliards de dollars. Ils ont permis à l'éditeur de jeux mobiles d'agir comme un guichet unique pour les utilisateurs à travers le continent. Les consommateurs peuvent parcourir les produits, sélectionner leurs offres groupées et payer via

une gamme d'options de paiement locales telles que l'argent mobile, la crypto et les virements bancaires. L'intégration avec Chipper Cash – qui représente le premier partenariat API réseau de la licorne nouvellement créé en Afrique – est en cours au Nigeria avant un déploiement plus large. Le partenariat avec PayPal permet des paiements partout où PayPal est accepté.

Avec afriqueitnews.com

Startup

TradeDepot lève 110 millions de dollars auprès d'IFC et de Novastar

La startup nigérienne TradeDepot, une plateforme de commerce électronique et de financement intégrée B2B, vient de lever 110 millions de dollars en nouveaux fonds propres et par emprunt dans le but de soutenir la fourniture de services Buy-Now-Pay-Later aux PME et stimuler son expansion sur le continent.

Le tour de table de série B a été mené par la Société financière internationale (SFI) – membre du groupe de la Banque mondiale, avec la participation de Novastar, Sahel Capital, CDC Group, Endeavor Catalyst et des investisseurs existants, Partech et MSA Capital. Le financement par emprunt a été dirigé par Arcadia Funds. Le financement devra accélérer la prestation de ce service à un plus grand nombre de détaillants, augmentant ainsi la pénétration des marques de biens de consommation. L'objectif de TradeDepot est de « pour connecter les détaillants avec les fournisseurs et débloquent des financements pour financer les achats de stocks pour les détaillants, permettant une augmentation des ventes, des marges plus élevées et d'autres services à



valeur ajoutée pour toutes les parties ». « Nous sommes ravis de travailler avec TradeDepot pour tirer parti de la technologie afin d'aider les petites entreprises à travers le continent, en particulier les nombreux détaillants dirigés par des femmes, à accéder aux ressources dont elles ont besoin pour croître et se développer » a déclaré le directeur général de la SFI, Makhtar Diop. Active au Ni-

geria, au Ghana et en Afrique du Sud, avec le nouveau financement, TradeDepot prévoit de doubler ses activités dans ces trois pays et augmenter sa présence à travers le Nigeria, en essayant de capturer plus de 5 millions de PME qu'il considère comme son marché cible. Le financement par emprunt devra soutenir la prestation du service BNPL à ses détaillants.

Avec financialafrik.com

Grande Muraille verte

Le Nigeria prend la tête de la gestion des fonds alloués au projet

La Grande muraille verte est une initiative de l'UA pour lutter contre les effets du changement climatique et de la désertification en Afrique. Elle a pour but de restaurer, d'ici 2030, 100 millions d'hectares de terres dégradées en Afrique sur une bande longue de 8000 kilomètres au sud du Sahara.

Le Nigeria a pris la présidence du projet de la Grande Muraille verte et des fonds qui y sont alloués. L'information a été révélée par Sharon Ikeazor, ministre de l'Environnement, le dimanche 5 décembre, à l'Agence de presse nationale. « A la fin de la 4e session ordinaire du Conseil des chefs d'Etat [le 2 décembre, NdI] impliqués dans le projet, le Nigeria a pris la présidence de l'initiative. Ainsi, pour les deux prochaines années, le Nigeria et le président Buhari seront à la tête du projet de la Grande Muraille verte en Afrique », a-t-elle déclaré. Il faut rappeler que ce projet initié par l'ancien président nigérian Olusegun Obasanjo est l'une des initiatives phares soutenues par la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD). La zone couverte par le projet subit d'importants effets du changement climatique et de la désertification. Selon le rapport « Clean Energy Transition In The Sahel » de l'Agence



internationale de l'énergie, le Sahel est l'une des régions les plus vulnérables du continent aux impacts du changement climatique, bien qu'il contribue seulement à hauteur de 25 Mt d'émissions de CO2, soit autant l'aire urbaine de la ville de Paris, à la pollution mondiale. « Les changements climatiques font peser des risques importants de sécheresse et d'agriculture sur la région. La sécurité énergétique, alimentaire, et de l'eau sont fortement liées. Ce qui a des implications importantes pour chaque secteur et pour l'ensemble de la région », peut-on lire dans le rapport. Ce sont ces problèmes que l'initiative essaie en priorité de régler. Muhammadu Bu-

hari (photo) a déclaré vouloir « renforcer les efforts dans la mobilisation des ressources pour la réalisation accélérée du Plan décennal d'investissement prioritaire (PDIP) 2021-2030 » de l'initiative. Notons que le projet dont la réalisation est effective à 4% a reçu 14 milliards de dollars de nouveaux financements début 2021. Avant cela, il n'avait reçu qu'un milliard de dollars, selon un rapport publié en 2020 par l'UNCCD. Il englobe plusieurs actions qui bénéficieront des fonds alloués à sa réalisation, améliorant ainsi les ressources allouées au climat dans les pays concernés.

Avec Agence Ecofin

BRVM 10	150,27
Variation Jour	↓ -0,03 %
Variation annuelle	↑ 14,82 %

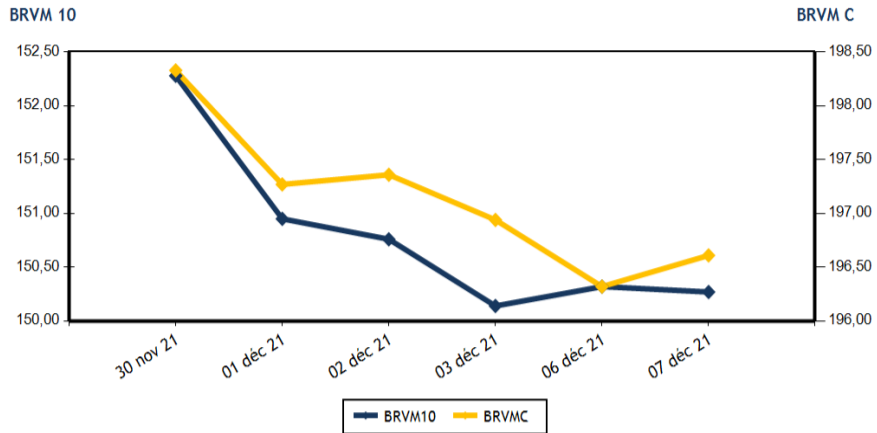


BULLETTIN OFFICIEL DE LA COTE

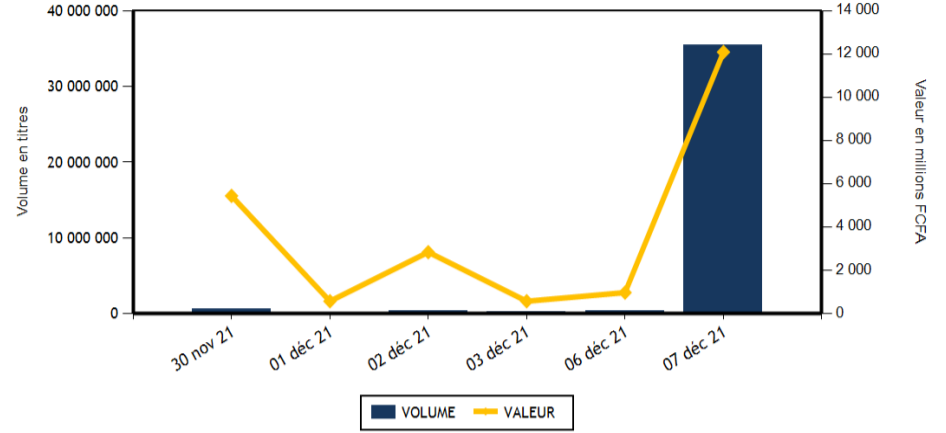
N° 234 mardi 7 décembre 2021 Site : www.brvm.org

BRVM Composite	196,61
Variation Jour	↑ 0,15 %
Variation annuelle	↑ 35,25 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 914 786 468 931	0,15 %
Volume échangé (Actions & Droits)	34 331 005	11 482,35 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	816 020 504	-9,54 %
Nombre de titres transigés	43	0,00 %
Nombre de titres en hausse	14	40,00 %
Nombre de titres en baisse	15	-31,82 %
Nombre de titres inchangés	14	27,27 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 073 889 877 562	-0,04 %
Volume échangé	1 102 720	17 170,48 %
Valeur transigée (FCFA)	11 265 622 020	17 544,37 %
Nombre de titres transigés	4	33,33 %
Nombre de titres en hausse	1	
Nombre de titres en baisse	1	-50,00 %
Nombre de titres inchangés	2	100,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOLIBRA CI (SLBC)	145 100	7,48 %	185,07 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	3 750	7,14 %	70,84 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	6 195	3,16 %	65,20 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 700	3,03 %	5,59 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 600	2,56 %	42,22 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SETAO CI (STAC)	700	-6,67 %	150,00 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	650	-6,47 %	225,00 %
PALM CI (PALC)	6 505	-5,72 %	189,11 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	850	-5,56 %	41,67 %
SODE CI (SDCC)	4 300	-4,23 %	43,81 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	104,83	2,50 %	189,19 %	21 815	64 306 315	21,64
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	446,31	-0,21 %	8,73 %	20 128	117 358 350	7,75
BRVM - FINANCES	15	72,67	0,47 %	21,14 %	34 237 754	541 009 759	13,99
BRVM - TRANSPORT	2	557,69	-3,71 %	47,27 %	1 203	2 767 050	9,31
BRVM - AGRICULTURE	5	239,08	-1,64 %	176,27 %	10 808	38 067 880	14,91
BRVM - DISTRIBUTION	7	437,43	-0,42 %	93,19 %	38 833	52 185 450	27,81
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	863,72	-6,67 %	150,00 %	464	325 700	4,05
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	14,02	
Taux de rendement moyen du marché	6,12	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,01	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	95	
Volume moyen annuel par séance	470 318,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 793 388 165,49	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	43,65	
Ratio moyen de satisfaction	3,12	
Ratio moyen de tendance	7,15	
Ratio moyen de couverture	1 398,06	
Taux de rotation moyen du marché	3,23	
Prime de risque du marché	1,24	
Nombre de SGI participantes	27	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

Aide au développement

L'UE vise 300 milliards d'euros pour rivaliser avec Pékin

L'UE veut consacrer une grosse enveloppe pour des projets d'infrastructures dans les pays en développement d'ici à 2027 en mettant en avant le respect des droits humains.

Bruxelles a présenté mercredi une stratégie pour mobiliser jusqu'à 300 milliards d'euros (312 milliards de francs) de fonds publics et privés d'ici à 2027 dans des projets d'infrastructures à travers le monde, une réponse européenne à l'influence chinoise. Le projet, baptisé Global Gateway (Portail mondial), rassemblera des ressources de l'UE, des 27 États membres, des institutions financières européennes et des institutions nationales de développement, ainsi que des investissements du secteur privé, est-il précisé dans une communication de la Commission.

Respect des droits humains

«Les investissements dans le numérique, la santé, le climat, les secteurs de l'énergie et des transports, ainsi que l'éducation et la recherche, seront une priorité», souligne le document. Le projet européen, perçu comme une alternative à la stratégie chinoise des «Nouvelles routes de la soie», se présente comme un modèle de respect des droits humains. «Nous voulons des projets qui soient mis en œuvre avec un haut niveau de transparence, de bonne gouvernance et de qualité», a affirmé la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, lors d'une conférence de presse.

Jeu vidéo

Sony planche sur un service pour concurrencer le Xbox Game Pass

Selon des fuites interceptées par le magazine Bloomberg, le géant japonais compte fusionner deux offres existantes en une seule.

On se doutait que la division PlayStation n'allait pas rester les bras croisés face à la notoriété grandissante du Xbox Game Pass de son rival Microsoft, considéré comme le Netflix du jeu vidéo. Selon des informations récoltées au magazine économique Bloomberg (personnes proches du dossier et des documents qui ont pu être consultés), Sony Interactive Entertainment (SIE) planche sur un projet baptisé «Spartacus». Il consiste essentiellement en la fusion entre deux services sur abonnements existants, le PlayStation Plus et le PlayStation Now. Le premier permet aux gamers de jouer en ligne et



• La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, lors du lancement de l'initiative «Global Gateway», le 1er décembre 2021. AFP

Concurrencer Pékin

Pékin avait lancé en 2013 sa stratégie mondiale d'investissement des «Nouvelles routes de la soie», projet phare du président Xi Jinping. Officiellement appelé «la Ceinture et la Route», il vise à développer les infrastructures terrestres et maritimes pour mieux relier la Chine à l'Asie, l'Europe et l'Afrique. La Chine y a déjà engagé près de 140 milliards de dollars (124 milliards d'euros ou près de 129 milliards de francs) d'investissements, selon ses données officielles. Les Occidentaux y voient un outil d'influence de la Chine sur les pays pauvres. Ils reprochent à Pékin d'inciter les pays émergents au surendettement, critiquent des appels d'offres non transparents, soupçonnent des pratiques de corruption et dénoncent le non-respect des droits humains, sociaux et

environnementaux.

Se montrer «plus intelligents»

La stratégie européenne présentée mercredi s'articule avec un plan des pays du G7 pour offrir aux pays en développement une alternative aux Nouvelles routes de la soie, présenté en juin. Lors de son discours sur l'état de l'Union, le 15 septembre, Ursula von der Leyen avait annoncé le lancement de ce «Global Gateway». «Nous sommes très bons pour financer des routes. Mais cela n'a pas de sens que l'Europe construise une route parfaite entre une mine de cuivre sous propriété chinoise et un port également sous propriété chinoise. Nous devons nous montrer plus intelligents pour ces types d'investissements», avait-elle déclaré.

(AFP)

Projet Spartacus

Les détails de ce que deviendra le projet Spartacus au moment de sa révélation officielle sont encore flous. Mais la documentation examinée par Bloomberg décrit un service à trois niveaux. Le premier comprendrait les avantages existants de PlayStation Plus. Le deu-

xième offrirait un large catalogue de jeux PlayStation 4 et, éventuellement, PlayStation 5. Le troisième niveau ajouterait des démos, des jeux en streaming et une bibliothèque de jeux classiques PS1, PS2, PS3 et PSP. Contacté, Sony s'est refusé à tout commentaire. Cette offre est clairement orientée en riposte au service Game Pass de Microsoft qui fournit à ses abonnés un catalogue de jeux Xbox à gogo (sur la console et sur PC) qui intègre un nombre non négligeable de jeux multiplateformes et de jeux issus des studios de développement interne du géant américain.

Avec lematin.ch

Énergie

Record pour les renouvelables en 2021, mais encore insuffisant

Les nouvelles installations d'énergies solaires ou éoliennes sont en plein boom, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Mais il faudrait en faire encore davantage pour le climat.

Éolien en mer ou terrestre, solaire... l'année 2021 a vu un déploiement inédit des capacités électriques renouvelables dans le monde, un rythme cependant insuffisant pour mettre la planète sur la voie de la neutralité carbone, selon le rapport annuel «Renouvelables» de l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Cette année devrait battre le record de l'an dernier, avec 290 gigawatts (GW) de capacités nouvelles installées, et en ce dépit du coût accru de certains composants et du transport, note le rapport sorti mercredi. Selon l'AIE, qui a revu à la hausse ses projections, 4800 GW d'installations devraient être disponibles d'ici à 2026, soit une augmentation de 60% par rapport à 2020, ce qui sera l'équivalent de la capacité électrique actuelle du nucléaire et des énergies fossiles combinés. Le photovoltaïque devrait assurer plus de 50% de cette croissance, et l'éolien en mer voir ses capacités tripler.

Essor en Chine et en Inde

Toutes les régions sont concernées, la Chine en tête avec 1200 GW de capacités éolienne et solaire attendus dès 2026, soit quatre ans plus tôt que l'objectif officiel, estime l'AIE. L'Inde devrait

Écosse

Shell se retire d'un projet pétrolier controversé au large des îles Shetland

L'ONG environnementale Greenpeace avait organisé en octobre une manifestation à Londres, qui s'était soldée par des arrestations de militants.

Le géant des hydrocarbures Royal Dutch Shell a annoncé son retrait d'un projet de champ pétrolier au large des îles Shetland en Écosse contesté par les ONG environnementales, dont il détenait 30%, invoquant un intérêt économique «pas assez solide». «Après un examen approfondi» du projet de Cambo, Shell a indiqué dans un communiqué jeudi soir avoir conclu «que l'intérêt économique en faveur d'un investissement dans ce projet n'était pas assez solide pour le moment». Le projet, qui attend le feu vert du gouvernement britannique, est devenu un cheval de bataille des ONG environnementales, qui réclament son abandon. Greenpeace avait organisé début octobre une manifestation à Londres qui s'était soldée par des arrestations de militants. Le champ pétrolier de Cambo contient l'équivalent de



• En 2026, les capacités mondiales renouvelables devraient être équivalentes au total de celles du nucléaire et des énergies fossiles, selon l'AIE. REUTERS

voir la croissance du secteur doubler par rapport au rythme de 2015-2020. Mais l'agence estime que les États pourraient encore faciliter le déploiement des énergies renouvelables via des mesures cohérentes et suivies, en lançant l'adaptation des réseaux électriques, en s'attaquant au manque d'acceptation sociale... Il faut aussi s'attaquer aux difficultés d'investissement dans les pays en développement, appelle l'Agence.

Pression sur les prix

Cependant, si les prix des composants et matériaux restaient aussi élevés jusqu'à la fin 2022, le coût des investissements dans l'éolien pourrait retrouver son niveau

d'avant 2015, et, dans le solaire, trois années de chute des prix seraient effacées, s'alarme l'organisme, qui conseille les pays dans leurs politiques énergétiques. «Les prix élevés actuels des matériaux posent de nouveaux défis pour le secteur des renouvelables, mais les prix élevés des énergies fossiles rendent aussi les renouvelables encore plus compétitives», souligne le directeur de l'Agence, Fatih Birol. Quant aux barrages, aux bio-énergies ou à la géothermie, pourtant indispensables, leur expansion ne représente que 11% de la croissance des renouvelables d'ici à 2026, du fait notamment d'un déficit de soutien et de rémunération.

(AFP)

«Coup fatal»

La décision de Shell «devrait être le coup fatal pour Cambo», a salué Greenpeace dans un communiqué, jugeant que le gouvernement «est de plus en plus seul à soutenir le champ pétrolier». «Le rejet du permis est la seule option» viable, a ajouté l'ONG, appelant le gouvernement britannique à s'atteler à la transition vers «les industries vertes du futur» et jugeant que n'importe quelle autre décision «serait une catastrophe pour notre climat». Oxfam a pour sa part salué une décision «positive», appelant le gouvernement britannique à mettre son «veto à la production de Cambo et

d'autres gisements de pétrole au Royaume-Uni». L'accord final de la Cop26 organisé par le Royaume-Uni à Glasgow a pour la première fois explicitement mis en cause les énergies fossiles comme principaux responsables du réchauffement climatique, appelant à «la sortie des subventions inefficaces» à ces énergies. Londres, qui vise en outre la neutralité carbone en 2050, veut cependant être moins dépendant des importations d'hydrocarbures, alors que le pays reste très dépendant du gaz dans son mix énergétique. «La poursuite des investissements dans le pétrole et le gaz au Royaume-Uni reste essentielle à la sécurité énergétique du pays», a estimé Shell dans son communiqué, ajoutant que «la mer du Nord Shell ont un rôle essentiel à jouer dans le mix énergétique du Royaume-Uni».

(AFP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Africa Investment Forum 2021	1-3 décembre 2021	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/africa-investment-forum-2021-accelerating-transformative-investments-africa-45978
Conférence économique africaine	2 au 4 décembre 2021	Cap Vert	https://www.africa.undp.org
Forum des experts en planification énergétique en Afrique EMP-A	22 Novembre - 10 Décembre 2021	Virtuel	inquiries@optimus.community
Session du Comité intergouvernemental des Hauts Fonctionnaires et Experts	6 - 10 Décembre 2021	Brazzaville, Congo	Email: akara@un.org , Tél. (237) 222 50 43 48
Session du Comité intergouvernemental des Hauts Fonctionnaires et Experts d'Afrique Centrale	6 - 10 Décembre 2021	Brazzaville, Congo	akara@un.org Tél. (237) 222 50 43 48
Atelier de clôture de WISER panafricain	9 - 10 Décembre 2021	Nairobi, Kenya	Néant
Réunion du Comité du développement du secteur privé, de l'intégration régionale, du commerce, de l'infrastructure, de l'industrie et de la technologie	9 - 10 Décembre 2021	Virtuel	https://www.uneca.org/fr/events/d%C3%A9veloppement-du-secteur-priv%C3%A9-et-des-finances%2C-int%C3%A9gration-r%C3%A9gionale-et-commerce%2C
Forum régional africain sur le développement durable	3 - 5 Mars 2022	Rwanda, Kigali	https://uneca.org/fr/huiti%C3%A8me-session-du-forum-r%C3%A9gional-africain-sur-le-d%C3%A9veloppement-durable/%C3%A0-propos-du-fradd-2022
Forum régional africain sur le développement durable	3 - 5 Mars 2022	Rwanda, Kigali	https://uneca.org/fr
9ème édition du Sommet Africités	17 au 21 mai 2022	Kisumu, Kenya	https://www.uclga.org/?lang=fr

HOROSCOPE finance

Bélier Evitez de prendre des engagements financiers qui, non reconduits dans quelques mois, se traduiraient par autant de pertes sèches. Par ailleurs, ne faites pas le gros achat que vous envisagez.

Taureau Il semble que les influx planétaires de la journée inciteront les cambrioleurs, voleurs et vandales de tout bord à agir. Prenez donc toutes les précautions nécessaires pour protéger vos biens, notamment votre maison, votre voiture et votre résidence secondaire.

Gémeaux Il paraît que l'argent aura tendance à sortir à gros flots de votre escarcelle, malgré vos efforts d'organisation et d'économie. Ces dépenses seront vraisemblablement en relation avec la vie sentimentale. Cherchez à consolider vos positions durant cette journée, qui facilite les placements durables et toute initiative dans l'immobilier. Vous serez bien avisé de renoncer à des projets d'un coût exorbitant et pouvant absorber toutes vos ressources financières.

Cancer Sur le plan financier, vous subirez deux impacts planétaires, l'un positif, l'autre plus délicat. La bonne nouvelle, c'est que Pluton sera très favorable et qu'il vous aidera à nettement améliorer votre équilibre financier. La mauvaise nouvelle, c'est que Mars risque de vous rendre très dépensier.

Lion Le secteur argent sera sans histoire. Mais vous feriez bien de ne pas céder à toutes les envies qui vont vous passer par la tête. Pour quelques natifs du troisième décan, une bonne surprise pécuniaire est probable.

Vierge Une grande prudence sera requise dans le placement des capitaux et des économies. Méfiez-vous d'offres trop alléchantes, qui peuvent cacher une escroquerie susceptible de vous mener au désastre. Rappelez-vous que la naïveté et la crédulité figurent bien parmi les traits essentiels de votre caractère, que vous en soyez conscient ou pas.

Balance Quelques problèmes financiers risquent de vous empoisonner l'existence. Pourtant, incapable de vous empêcher de vivre au-dessus de vos moyens, vous ne pourrez vous en prendre qu'à vous-même. Quoi qu'il arrive, il faudra bien que vous finissiez par payer vos dettes.

Scorpion Evitez toute opération financière compliquée aujourd'hui. Même si la chance vous sourit à certaines occasions, contentez-vous de vos rentrées habituelles, qui seront suffisantes, et ne prenez pas de risque dans des spéculations douteuses.

Sagittaire Vous devriez voir votre situation financière s'améliorer. Vous y verrez beaucoup plus clair et pourrez choisir les bons placements ou les bons achats. N'hésitez pas à demander aide et conseil à vos amis de toujours : ils vous souffleront de bonnes idées.

Capricorne L'influence de Saturne dans votre Ciel représentera pour vous un véritable défi. En effet, vous devrez redoubler d'efficacité et même d'ingéniosité pour surmonter les difficultés et réussir à bien gérer vos finances. Néanmoins, évitez de solliciter des prêts importants.

Verseau De petits problèmes financiers vous perturberont et vous obligeront à remettre à plus tard vos folles envies de dépense. Soyez plus économe, plus raisonnable, afin d'éviter les fins de mois difficiles et démoralisantes.

Poissons La chance sur le plan matériel sera dans votre camp cette fois. Certains placements à long terme commenceront à se révéler profitables. Vous aurez aussi la possibilité de réaliser une bonne opération financière. Attention, cependant, à ne pas vous laisser tenter par des achats futiles qui grèveraient bêtement votre budget. Soyez économe !

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web: www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO
00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000



AVIS DE RECRUTEMENT

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), Etablissement public à caractère international est l'institution spécialisée de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), chargée du financement du développement des Etats membres (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo). Son Siège social est sis au 68, Avenue de la Libération, BP 1172 Lomé (Togo), Fax n° (228) 22 21 72 69 / 22 21 52 67, Téléphone : (228) 22 21 42 44 / 22 21 59 06.

Dans le cadre du renforcement de ses effectifs, la Banque recrute

UN (01) RESPONSABLE DU DOMAINE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE

Sous l'autorité du Directeur du Département des Infrastructures et de l'Economie Numérique, il (elle) devra contribuer à (i) la formulation et au suivi de la mise en œuvre des politiques favorisant le développement de l'économie numérique au sein des pays de l'UEMOA, (ii) l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie de transformation digitale de la Banque.

A – MISSIONS PRINCIPALES

Le (la) Responsable du domaine de l'Economie Numérique aura pour mission de :

- – contribuer à la mise en place d'un cadre politique et réglementaire pour le développement des Télécommunications, de l'Information et de la Communication (TIC) en vue de promouvoir l'économie numérique dans les pays de l'UEMOA ;
- – contribuer à l'élaboration et assurer le suivi de la mise en œuvre d'une stratégie régionale de la BOAD, de promotion des services numériques dans les pays membres ;
- – contribuer à la mise en place d'un cadre sur la cyber sécurité et la cybercriminalité pour un environnement cybernétique plus sûr dans l'espace de l'UEMOA ;
- – proposer une stratégie de gouvernance, de protection et de gestion des données ;
- – appuyer les Etats dans le développement des e-services publics ;
- – conduire l'élaboration de la stratégie de digitalisation des activités et des services de la BOAD ;
- – appuyer la mise en œuvre de l'opérationnalisation digitale du fonctionnement de la Banque, pour lui permettre de gagner en efficacité et en agilité ;
- – encourager la mise en place de plateformes numériques partagées (cloud, gouvernance des données, identité numérique, etc.) pour l'échange d'informations et de meilleures pratiques entre les experts des Etats clients ;
- – participer aux campagnes de mobilisation de ressources dédiées au financement du secteur du numérique ;
- – participer à l'élaboration des approches novatrices dans les interventions de la Banque au niveau des différents secteurs ;
- – développer un plan de travail annuel pour servir les objectifs stratégiques de la Banque dans ce domaine et assurer le leadership des projets au sein du Domaine ;
- – assurer la constitution du savoir-faire et de l'expertise de la BOAD dans la région et dans le Domaine (contribution à la rédaction d'articles, participation aux rencontres sur le sujet) ;
- – organiser l'identification, la préparation, l'évaluation de projets – contribuer aux négociations des prêts, assurer le suivi de l'exécution des projets et réaliser les missions de fin d'exécution ;
- – favoriser la création ou renforcer les concours aux véhicules spécifiques de soutien/financement des PME/PMI.

B – Profil EXIGE

- Etre titulaire d'un Bac + 5 en Sciences des Technologies, Télécommunications ou autre discipline connexe. Justifier d'au moins 10 ans d'expérience professionnelle pertinente (expérience régionale avérée en matière de régulation et de programmes régionaux de développement de l'économie numérique avec les Etats, les partenaires au développement et le Secteur privé), dont au moins cinq (5) à des postes de Management.
- Disposer d'une expérience avérée en matière de régulations et de programmes régionaux de développement de l'économie numérique avec les Etats, les partenaires au développement et le secteur privé. Disposer d'une excellente compréhension des enjeux dans l'industrie des télécommunications et l'économie numérique et être au fait des dernières innovations et des pratiques dans le secteur.
- Avoir géré des projets à caractère régional et disposer d'une bonne connaissance des enjeux de développement économique et social en Afrique, particulièrement en Afrique de l'Ouest. Avoir une très bonne capacité à élaborer des stratégies, à analyser les risques et une aptitude à convaincre et mener des projets transformatifs. Avoir une expérience en management et gestion des équipes.
- Des aptitudes en mobilisation des ressources et une qualification ou une certification en Gestion des Projets seraient un atout
- Avoir un esprit entrepreneurial et être force de propositions. Justifier d'une excellente capacité orale et rédactionnelle avoir l'intelligence des situations et une bonne stabilité émotionnelle.

II- DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature devra contenir une lettre de motivation et un curriculum vitae (CV) détaillé et devra être envoyé par mail (acquisitionstalents@boad.org), à l'attention de Monsieur le Directeur du Capital Humain, au plus tard le 13 décembre 2021 à 17h30 TU.

N.B. :

- Les dossiers incomplets, non conformes ou parvenus hors délai, ne seront pas examinés. Seuls les candidats retenus pour les tests seront contactés par la Banque.
- Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

Volontariat

LARE Dagnouanou s'autonomise grâce au VEC

Accueillir, renseigner et orienter les visiteurs dans une entreprise, tel est ce à quoi s'attendait LARE Dagnouanou à la fin de sa formation en secrétariat bureautique. Face aux difficultés d'insertion sur le marché de l'emploi, elle ne trouve qu'une issue, celle de s'engager au programme VEC. Aujourd'hui, c'est avec fierté qu'elle raconte son parcours.

Dagnouanou a fait son entrée dans le volontariat d'engagement citoyen en avril dernier pour servir sa communauté et en retour profiter des atouts du programme pour se reconstruire. Devenue VEC, Dagnouanou a commencé par épargner une partie de ses allocations à chaque fin du mois. Sa participation au GEC et les formations reçues, surtout sur la création et gestion des activités génératrices de revenus au cours de la mission, l'ont finalement aidé à démarrer la vente des condiments sur table chaque soir avec une somme de 15000 F. A la fin des six mois, elle s'est servi des allocations de fin de mission pour construire une baraque dans laquelle, elle vend les denrées alimentaires. Dans cette localité, Dagnouanou détient le monopole du mar-



ché ce qui fait que son activité marche bien. « J'ai commencé cette activité grâce à l'appui de mon mari qui m'a aidé à faire l'étude du marché. Je ne regrette pas mon choix puisque, j'ai aussi fait un stock de trois sacs de maïs et deux sacs de soja que je vais revendre après », nous confie-t-elle. Très populaire dans le milieu, Dagnouanou ne laisse personne indiffé-

rente à cause de son accueil et son attention particulière pour ses clients. Elle a appris toutes ces techniques, qu'elle méconnaissait au cours de sa mission. « Le volontariat a changé ma vie sur le plan associative, la notion d'épargne et surtout la gestion du foyer pour vivre heureux. Bref le VEC est une école de vie », nous témoigne-t-elle.

Avec togoanvt.org

Bundesliga

Robert Lewandowski met le Bayern Munich sous pression !

Désireux de prolonger le contrat de son serial buteur, le club bavarois patine. Explications.

Il a beau avoir 33 ans, Robert Lewandowski est un crack dont le Bayern Munich ne veut absolument pas se séparer. D'ailleurs, à l'instar de ce qu'ils ont fait avec Manuel Neuer ou Leon Goretzka, les dirigeants bavarois veulent prolonger le contrat du serial buteur polonais (219 buts en 233 matches de Bundesliga depuis 2014) jusqu'en 2025. Sauf qu'un homme les agace au plus haut point. Il s'agit de l'agent du joueur, Pini Zahavi. Déjà en froid avec le célèbre représentant de joueurs dans le dossier Coman, le Bayern voit sa tactique du « tapis rouge » être sérieusement menacée par Zahavi. En effet, les Bavarois ont multiplié les déclarations pu-

bliques pour démontrer leur attachement à Lewandowski. Selon l'Abendzeitung de Munich, la présence de la direction munichoise au gala du Ballon d'Or était également destinée à montrer une grosse marque d'affection au joueur.

La pression est sur Kahn

Et ce n'est pas tout. Au Bayern, pas question d'aller chercher le meilleur buteur du Borussia Dortmund, Erling Haaland. Le Norvégien ne serait pas dans les plans munichoises. Seul un joueur compte : Robert Lewandowski. Et aujourd'hui, un homme a la pression : le patron Oliver Kahn. Hasan Salihamidzic et Zahavi

entretiennent des relations compliquées depuis le dossier Coman et l'homme qui jouait les médiateurs entre les deux, Karl-Heinz Rummenigge, n'est plus là. Tout repose donc sur Kahn et ce dernier aura une mission compliquée. Car, pour rappel, la presse espagnole indiquait que Lewandowski était chaud pour aller au Real Madrid, un club qui pèse beaucoup plus lorsqu'il s'agit d'appuyer médiatiquement un joueur dans la course au Ballon d'Or. Et quand on voit la réaction du Polonais après s'être fait doubler par Lionel Messi, le Bayern peut s'inquiéter.

Avec footmercato.net

Togo/Trafic d'espèces protégées

7 trafiquants de défenses d'éléphants condamnés

Deux groupes de sept trafiquants de défenses d'éléphants ont été condamnés le 10 novembre 2021 par le tribunal de Première Instance de Kara, pour flagrant délit de détention, de circulation et de la commercialisation illégale de produits fauniques. Sur les quatre trafiquants d'ivoire du premier groupe, arrêtés le 23 avril dernier à Kara, YOA Djima Didier et YOKOSI Denis sont condamnés chacun à 36 mois d'emprisonnement avec 12 mois de sursis et avec deux millions de francs CFA d'amende chacun.

ADJASSAN Dimilina et BADJASSAN Dissirama, sont condamnés chacun à 16 mois de prison avec 10 mois de sursis et d'une amende d'un million de francs CFA chacun. Les quatre trafiquants sont enfin condamnés à payer solidairement à la partie civile une somme de 15 millions de francs CFA comme dommages et intérêts. LAMBONI Mianam, faisant partie du deuxième groupe de trois trafiquants, a été condamné à 18 mois de prison avec 12 mois de sursis en plus d'une amende d'un million de francs CFA. Les deux autres, MAÏGA Ibrahim, commerçant malien vivant au Bénin et NOUROU Abiboulaye, commerçant nigérien, basé à Kéto, ont été aussi condamnés chacun à 16 mois d'emprisonnement avec 10 mois de sursis et avec une amende d'un million chacun. Les trois trafiquants d'ivoire sont enfin condamnés à payer solidairement des dommages et intérêts de 15 millions de francs CFA à la partie civile. Une décision obtenue grâce au soutien du Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières (MERF) en collaboration avec EAGLE-Togo, projet spécialisé dans la lutte contre le trafic international d'espèces sauvages protégées. Dans la volonté du gouvernement et de la justice togolaise à combattre le trafic d'ivoire, les sept trafiquants d'ivoire ont écopé d'une peine prévue



par la loi faunique togolaise suivant l'article 761 du code pénal : « La destruction et la commercialisation, directe ou indirecte, sans droit d'espèces animales ou végétales protégées en vertu des dispositions législatives et réglementaires en vigueur et des conventions internationales auxquelles la République du Togo est partie est punie d'une peine d'un à cinq ans d'emprisonnement et d'une amende d'un million à cinquante millions sans préjudice de toute autre disposition du présent code ». Cette sanction est encourageante et démontre une vraie prise de conscience de la gravité des faits par le tribunal de première instance de Kara. Le Togo, conformément à ses engagements internationaux relatifs à la convention de Washington de 1977 portant sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, doit se faire le devoir de punir les trafiquants de produits fauniques

avec rigueur et l'application effective de la loi par de fortes peines d'emprisonnement fermes, seul moyen de dissuader les trafiquants ou d'envoyer un message fort aux autres qui sont impliqués ou qui pourraient avoir l'intention de mener de telles activités illégales. Le trafic d'ivoire génère d'énormes profits illégaux pour des organisations criminelles complexes qui sont souvent responsables de l'abattage des éléphants. Ce trafic porte atteinte à l'État de droit et contribue au financement du crime organisé et des groupes armés dans certaines régions. Il est temps que ces criminels qui jalonnent les quatre coins du pays, soient jugés comme tels et que les sanctions appliquées par la justice soient exemplaires et dissuasives. Rappelons que les sept trafiquants d'ivoire une fois arrêtés, avaient avoué qu'ils ont fait venir les ivoires du nord du Bénin et du Burkina Faso.

(EAGLE-Togo)

Baromètres Togo

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>



LE CADEAU **TM**Money AVANT LES FÊTES !



Exemple de frais de retrait en CFA

Montant	Ancien tarif	Nouveau tarif
1 000 F	150 F	8 F
5 000 F	150 F	40 F
15.000 F	450 F	120 F
50.000 F	900 F	400 F
100.000 F	1 800 F	800 F
200.000 F	3 600 F	1600 F

Distributeur Officiel BTCL en Mobile Money

TOGOCOM CHANGE POUR VOUS

Promo valable jusqu'au 31 décembre 2021

togocom.tg

